

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 54 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2634 - Prix : 1€

ÉDITORIAL

Le 5 février et au-delà, se battre pour nos intérêts de travailleurs

Grand débat ou pas : la colère demeure

Page 3

Dix ans après la grande mobilisation du LKP

Page 6

Économie de santé = patients et personnel en danger

Page 10

Soudan

Manifestations contre la vie chère et la dictature

Page 11

Mayotte

Grève des enseignants

Page 12



Le 5 février et au-delà, se battre pour nos intérêts de travailleurs

Le week-end du 26 et 27 janvier a été riche en manifestations en France. 70 000 gilets jaunes ont continué à faire souffler un vent de contestation, pour le 11ème samedi consécutif. Contre eux, les beaux quartiers ont péniblement rassemblé 10 000 manifestants pro-Macron, davantage émus par une vitrine brisée que par la casse sociale. D'autres rassemblements se sont aussi tenus pour la défense de l'environnement.

Alors pour débattre, oui, ça débat ! Et pas seulement dans le cadre voulu par le gouvernement, mais dans la rue, sur les places et dans les manifestations. Et ce, malgré la violence des forces de l'ordre contre les gilets jaunes, qui a fait 2000 blessés, dont 157 au visage, 18 éborgnés et quatre mutilés par des tirs de flashball ou par des grenades de désencerclement.

Violences policières, loi anti-casseurs, le gouvernement aura tout tenté pour mettre fin aux manifestations. Mais ce climat de contestation est saluaire, parce que rien ne viendra du gouvernement.

Le grand débat se résume surtout à une série de one man shows présidentiels. On voit Macron partout, tout le temps. Il écoute, se montre ouvert à toute proposition concrète... tant qu'elle ne coûte rien, ni à l'État, ni à la bourgeoisie. Dans le cas contraire, il assène vertement sa leçon.

Ce fut le cas à Bourg-de-Péage dans la Drôme, où Macron n'avait plus affaire à des maires respectueux mais à des gens en colère. Exaspéré, il a répondu : « Il faut proposer des vraies réformes, mais la vraie réforme, elle va avec la contrainte, les enfants » ! La semaine précédente, il avait déjà déclaré : « Les gens en situation de difficulté, on va davantage les responsabiliser, car il y en a qui font bien et il y en a qui déconcent. »

Traiter les travailleurs, les chômeurs et les retraités, comme des enfants qu'il faudrait raisonner, discipliner et contraindre, ça, Macron sait faire ! Il leur fait la morale, les culpabilise et veut leur faire porter tout le poids de la crise. Eh bien, qu'il continue, la colère n'en sera que plus grande !

S'il y a des comptes à demander, ce n'est pas aux plus pauvres ou aux chômeurs, qui ne sont responsables de rien. C'est à la classe capitaliste qui fait et défait l'économie.

L'économie dépend de ces milliardaires qui sont, année après année, plus nombreux et plus riches, au point qu'ils concentrent entre leurs mains autant de moyens, si ce n'est plus, que les États eux-mêmes.

Cette poignée de capitalistes détermine notre façon de travailler et de gagner notre vie, de nous nourrir, de nous déplacer, de communiquer. Elle décide de ce qui est fait des profits accumulés, de les investir... ou pas. Autrement dit, elle engage l'avenir de la société. Mais, contrairement aux travailleurs qui sont surveillés et contrôlés en permanence, elle est libre de faire ce qu'elle veut, comme elle veut.

Ford, PSA, Bic, la papeterie Arjowiggins..., nombre de grands groupes ferment des usines et mettent les salariés sur le carreau. Ils en ont le pouvoir. Quand bien même il y a des repreneurs possibles comme pour Ford à Blanquefort, les actionnaires préfèrent fermer parce qu'ils décident en fonction de leurs intérêts égoïstes, contre celui des travailleurs et de la collectivité. La seule façon de les empêcher de nuire est de les exproprier.

Quand l'État veut construire, par exemple, une ligne de chemin de fer, il réquisitionne les terrains et exproprie les particuliers au nom de l'intérêt général. Mais réquisitionner les usines que les grands groupes veulent fermer et qui ont été arrosées d'argent public est tabou.

C'est un tabou que les travailleurs ont intérêt à faire tomber. Car demander des comptes à la classe capitaliste, contrôler ce qu'elle fait des milliards qu'elle a accaparés au travers de l'exploitation, est une nécessité.

Pour augmenter les salaires, il faut prendre sur les profits. Pour embaucher massivement - et il n'y a que cela qui résorbera le chômage de masse et améliorera les conditions de travail de tous -, il faut encore prendre sur les profits. Pour plus de justice sociale et d'égalité, il faut mettre en cause la classe capitaliste, contester ses décisions et son pouvoir.

Le 5 février, un appel à la grève est lancé par la CGT. Les travailleurs qui ont compris la nécessité de se lancer dans l'action pour défendre leurs intérêts doivent se saisir de cet appel et entraîner autour d'eux. Une journée de grève ne suffira pas, mais ce n'est qu'au travers de la mobilisation des salariés dans les entreprises que la contestation pourra franchir une nouvelle étape.

Grand débat ou pas : la colère demeure

En lançant le grand débat national, Macron tente de convaincre les gilets jaunes de mettre fin aux manifestations. Pour le moment, ça n'a pas vraiment marché.

Ce débat doit durer deux mois, du 15 janvier au 15 mars, mais il n'est pas question pour le gouvernement de laisser les gens s'emparer de n'importe quel sujet et de dire tout ce qu'ils ont sur le cœur.

Quatre thèmes ont été choisis officiellement, la transition écologique, la fiscalité et les dépenses publiques, la démocratie et la citoyenneté, l'organisation de l'État des services publics. Il n'est pas question dans tout cela de l'augmentation des retraites,

du smic et des salaires par exemple, ni du rétablissement de l'ISF. Le débat est très orienté, et les réponses fournies dès le début le sont aussi.

En France, Macron a commencé une tournée en rencontrant des assemblées de maires, censés être plus modérés et raisonnables que les gilets jaunes. Néanmoins les choses ne se sont pas toujours passées facilement, certains s'étant montrés revendicatifs.

Parallèlement, ces élus sont invités à organiser partout dans le pays des débats locaux avec leurs administrés. Certains ont refusé, en estimant que toute cette opération n'était

qu'une diversion, d'autres ont accepté, et des débats ont déjà eu lieu.

Ce qu'il ressort de toute façon déjà, c'est que la majeure partie de la population est mécontente, qu'elle a envie de le dire, et que ça change. Ce n'est bien entendu pas ce qu'espérait le gouvernement. Parmi ceux qui se sont mobilisés, beaucoup sont convaincus de la nécessité de continuer.

Ce qui est certain, c'est que si les travailleurs se mettaient à leur tour massivement dans l'action, alors là, oui, il pourrait y avoir du changement.

Cause toujours !

12 maires de La Réunion sur 24 iront vendredi 1er février à Paris au Grand Débat National d'Emmanuel Macron qui a invité 200 élus de l'Outre-mer à participer au show qu'il a démarré le 15 janvier et qui durera deux mois.

Après les Assises de l'Outre-mer de l'année dernière, les rencontres avec la ministre Annick Girardin au mois de novembre, en pleine mobilisation des Gilets Jaunes, ce débat est une causerie de plus où Macron tiendra le crachoir aux maires sur des sujets qu'il a décidé par avance comme la transition écologique, la démocratie ou encore la fiscalité et les dépenses publiques.

Ce Grand Blabla de Macron dans les salons de l'Élysée n'apportera rien de plus aux travailleurs, aux chômeurs, aux retraités aux petits artisans et commerçants. Les quelques reculades de Macron, ils les ont obtenues grâce à leurs luttes !

C'est la seule voie possible pour obtenir des augmentations de salaires, des pensions, des minima sociaux ; des créations d'emplois, d'écoles, d'hôpitaux, etc.



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 2 FÉVRIER de 9H00 à 10H30

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 16 FÉVRIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 17 FÉVRIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 2 MARS de 9H00 à 10H30

Les grosses ficelles de Girardin



Fin novembre dernier, alors que la mobilisation des Gilets Jaunes paralysait tous les grands axes routiers de La Réunion, Annick Girardin, la ministre des DOM, faisait un passage de trois jours, décidait d'aller « au

contact » des Gilets Jaunes de Gillot afin d'entretenir l'illusion que le gouvernement restait « à l'écoute » du peuple en souffrance !

Dans la foulée, elle se fendait d'un discours le 28 novembre dans lequel

elle prenait l'engagement formel qu'au 1er janvier 2019, l'Allocation d'Aide aux personnes Handicapées (AAH) et le minimum vieillesse seraient portées à 900 €.

Deux mois plus tard, suite à une question de la députée Ericka Barreigts à Girardin concernant la concrétisation de ses promesses qui s'avèrait plus que douteuse, celle-ci finissait par répondre dans un interview donné au *Quotidien* que le minimum vieillesse atteindrait bien les 900 €... mais en 2020 et que l'AAH atteindrait ce niveau non pas au 1er janvier, mais au 1er novembre 2019 !

À force de jouer avec les nerfs des plus pauvres, qu'elle et son gouvernement ne s'étonnent pas si la colère populaire leur éclate de nouveau à la figure !

Droite/PS : ils ne nous transportent pas, ils nous roulent !

Didier Robert avait enterré le tram-train de Vergès pour finir par se prononcer pour un monorail limité dans un premier temps au tronçon Saint-Denis Sainte-Marie.

C'est au tour à présent du président de la Cinor, l'ex-PS Gérard Maillot, de faire la promotion d'un tramway entre Saint-Denis et Du-parc !

Le coût des deux projets se chiffre

en centaines de millions d'euros, alors que ni la Région, ni la Cinor n'ont les reins assez solides pour les financer à moins de s'endetter auprès des banques et de présenter au final la note aux administrés en augmentant fortement leurs impôts locaux.

Mais pour l'instant, aucun de ces chantiers n'a commencé à voir le jour. Les embouteillages bloquent la circulation de plus en plus tôt et sur

des distances de plus en plus longues pour se rendre dans la capitale de l'Est comme de l'Ouest, et pourrissent le quotidien de dizaines de milliers de travailleurs.

Tel est le résultat désastreux de la gestion politicienne et à courte de vue du bloc droite-Parti socialiste dans le domaine des transports, mais pas que.

Le chômage, cette gangrène

En un an, le chômage a augmenté de 2,2 % à La Réunion et le nombre des sans-emploi a atteint, dans l'île, le chiffre faramineux de 167 530.

Dans ce total, ce sont les plus de 50 ans dont la situation se dégrade le plus. Le nombre des chômeurs dans cette catégorie d'âge a augmenté de 7,4 % entre décembre 2017 et décembre 2018. Pour eux, la perte d'emploi est souvent irrémédiable, car les patrons n'embauchent quasiment plus passé la cinquantaine. De plus, les réformes de l'assurance-chômage se traduisent pour eux par une indemnisation raccourcie et celles des retraites par la certitude qu'ils au-

ront de longues années à attendre avant de pouvoir bénéficier d'une retraite, minorée de surcroît, car ne disposant pas du nombre requis de trimestres de travail pour avoir une retraite pleine.

Une société qui laisse deux tiers de ses jeunes sans emplois et exclue les travailleurs encore en âge de travailler de l'emploi, qui appauvrit ses membres au lieu d'améliorer ses conditions de vie, se prive de l'énergie, de l'expérience, de l'inventivité, voire de l'enthousiasme d'une grande partie de ses membres. C'est une société bancal qui ne peut plus avancer. Il faut en changer !



Retraites : non à la baisse des pensions !

Lundi 21 janvier, après une interruption pour éviter de jeter de l'huile sur le feu dans les premiers mois du mouvement des gilets jaunes, le haut-commissaire du gouvernement Jean-Paul Delevoye a relancé la concertation sur la réforme des retraites avec les syndicats et le patronat.

Prudent, le gouvernement a annoncé qu'il ne souhaitait pas repousser l'âge officiel de départ en retraite. Celui-ci resterait à 62 ans, mais il serait envisagé de donner une surcote à ceux qui partiraient plus tard, 3 % à 5 % de plus pour un an de travail supplémentaire. C'est cette aumône, contrepartie d'une année d'exploitation supplémentaire, que Delevoye présente comme une façon « d'éviter la paupérisation des seniors ».

Toutes les réformes des retraites, de Balladur à Hollande en passant par Fillon et Sarkozy, ont été des at-

taques contre les retraités, les appauvrissant toujours un peu plus. La réforme de Macron continue sur la même lancée, en supprimant les quelques avantages de certains régimes spéciaux, dans le public en particulier, et en préparant une retraite de misère pour toute une partie de la population, au nom de la sauvegarde du système de retraite.

C'est pour perpétuer le pillage des caisses publiques par les capitalistes que le gouvernement réduit de plus en plus la part de richesse sociale rendue aux retraités. Pourtant, ce sont eux qui l'ont produite par leur travail. Et c'est bien pourquoi les capitalistes, qui les ont exploités, devraient assurer une retraite digne à tous les travailleurs.

Le gouvernement discute avec les syndicats et les organisations patronales. Mais les retraités, eux, et bien



des travailleurs en activité, ont déjà donné leur avis, dans les manifestations des gilets jaunes ou dans celles de la CGT, et de la façon la plus claire qui soit.

L'augmentation des basses retraites renvoyées aux Calendes grecques

Nombreux sont à La Réunion les vieux travailleurs ne disposant que de quelques centaines d'euros pour survivre.

Les bas salaires pratiqués plus particulièrement du temps où le Smic réunionnais était inférieur de 30 % au

Smic métropolitain, les longues périodes de chômage, le travail au noir, les périodes de travail non déclarées par les employeurs, font que 38 % des retraités à La Réunion (contre 5 % en métropole) disposent d'une retraite inférieure au seuil de

pauvreté (1026 euros par mois).

Le refus du gouvernement Philippe/Macron de rehausser le minimum vieillesse et les basses retraites au moins à ce niveau est révélateur de son mépris pour les plus pauvres et les moins à même de se défendre.

Contrats courts : le patronat refuse toute contrainte

Alors que la neuvième séance de négociation sur l'Assurance chômage a commencé le 22 janvier, le patronat déploie ses arguments contre cette taxation des contrats courts dont il ne veut pas entendre parler.

Les contrats en cause sont entre autres ceux d'une journée, le CDDU, dits contrats à durée déterminée d'usage, qui existent depuis 1982 et ne nécessitent même pas de payer une indemnité de fin de contrat. Or 20 % des contrats courts sont de ce type. En un an, dans l'hôtellerie, il y en a eu 2,6 millions. En 2000, ils représentaient déjà 72 % des contrats si-

gnés, en 2017, 87 %.

Or, comme neuf embauches sur dix sont des contrats de moins d'un mois, en intérim ou non, le patronat se décharge de ce que cela coûte sur l'Assurance chômage : environ deux milliards par an.

Une autre des propositions patronales est la suppression du délai de carence imposé à l'employeur entre deux contrats précaires. Ainsi plus aucune contrainte ne gênera les patrons. Dans les quelques branches où des négociations sur ce sujet ont déjà eu lieu, le patronat avance aussi de nouveaux types de contrats encore mieux

adaptés à ses besoins.

Du fait du mouvement des gilets jaunes, où les travailleurs en situation précaire sont particulièrement représentés, le gouvernement a de nouveau menacé de taxer les contrats courts afin que, en parallèle, les sanctions imposées par ailleurs aux demandeurs d'emploi apparaissent comme plus légitimes.

Priver de revenu, même temporairement, un travailleur est une mesure extrêmement violente. Rien de tel, venant de gouvernements qui les servent, ne menacera jamais les grands patrons.

Dix ans après la grande mobilisation du LKP

Il y a dix ans, (le 20 janvier), débarrassait une grève générale historique de 44 jours en Guadeloupe et de 38 jours en Martinique (le 5 février) contre la vie chère et pour des augmentations de salaires.

Cette grève débouchait sur une augmentation salariale de 200 € aux Antilles et de 150 € à La Réunion où les dirigeants syndicaux différèrent leur ralliement au mouvement sous prétexte que « La Réunion n'est pas les Antilles », alors que l'on y retrouve les mêmes familles d'exploiteurs capitalistes (les Hayot, les patrons des grandes surfaces, des concessions automobiles et du BTP, les banques, etc.). Des augmentations salariales qu'aucune négociation à froid n'aurait pu donner et qui permirent aux familles ouvrières d'améliorer leur quotidien pendant plusieurs années, même si le patronat fit tout pour différer, voire ne pas appliquer les accords signés, même si le patronat et l'État reprirent ensuite par les hausses de prix, de cotisations sociales salariales et l'impôt ce qu'ils avaient été contraints de lâcher sous la pression des travailleurs.

La grève générale aux Antilles montrait ce dont la classe ouvrière est capable lorsqu'elle se mobilise massivement pour arracher son dû au patronat. Et il faut rappeler que, malgré la distance qui sépare la classe ouvrière antillaise de celle de France ou de La Réunion, la détermination et la combativité des travailleurs antillais a redonné l'envie de se battre à plus d'un militant ouvrier de métropole ou de La Réunion, en tout cas à des milliers de travailleurs qui participèrent à 30 000 à la grande manifestation du 5 mars 2009 à Saint Denis et Saint Pierre.

Cependant, depuis 2009, la crise du système capitaliste s'est aggravée. Une nouvelle crise financière aussi grave que celle de 2008, sinon plus, est une menace de convulsions permanentes pour le système capitaliste lui-même. Car ce système ne peut vivre sans ses propres crises qui sont inscrites dans son ADN.



Ce système pourrissant enfonce toujours plus les travailleurs et les classes populaires dans le désarroi, voire le chaos dans certains pays. Le grand patronat est de plus en plus féroce pour faire payer sa crise aux classes populaires. Il licencie ou gèle les salaires quand il ne les baisse pas. L'argent public est de plus en plus drainé vers les caisses du patronat sous forme de crédit d'impôt et d'une kyrielle de mesures en faveur des entreprises. On en recense 1671 ! Sous une forme ou sous une autre, ce sont près de 200 milliards qui chaque année, sont orientés vers les caisses capitalistes. Le groupe Despointes en Martinique et en Guadeloupe, dans la grande distribution et l'agro-alimentaire, dont l'actionnaire majoritaire est classé parmi les 500 plus grandes fortunes de France, a licencié 20 salariés au centre commercial Carrefour Milénis aux Abymes en 2015. Actuellement, ce même groupe veut voler 160 à 200 € par mois sur les salaires des employés de Carrefour Milénis et du magasin Promocash.

À La Réunion, les capitalistes Apavou et Caillé qui doivent des millions aux caisses d'assurance sociale bénéficient de la complaisance de l'État et des banques et font payer leurs dettes à leurs salariés en supprimant des dizaines d'emplois. Des trusts comme Colgate ou Arcelor Mittal se permettent de licencier des dizaines d'ouvriers parce qu'ils ne

faisaient pas assez de profits, après avoir bénéficié des gros sous de l'État et de la Région avec la loi-travail et les ordonnances Macron, les gouvernements successifs et leurs relais locaux ont vidé le Code du travail laissant les mains plus libres au patronat pour mieux licencier et baisser les salaires.

L'État fait les poches des classes populaires pour remplir à milliards celles des plus riches sous forme de subventions ou d'exonérations d'impôt. En parallèle, des postes sont supprimés dans la fonction publique et les services publics (hôpitaux, écoles...) tombent en ruine.

Toutes ces attaques engendrent une véritable catastrophe sociale. Aux Antilles comme à La Réunion, une personne sur trois est privée d'emploi. Chez les moins de 25 ans, ce sont deux jeunes sur trois qui sont au chômage. Nombreux sont ceux qui partent pour trouver du travail ailleurs.

Une telle situation n'est pas une fatalité. Si en 2009, les travailleurs se sont imposés face à la rapacité du patronat c'est qu'ils sont capables de recommencer.

C'est d'ailleurs le seul salut possible pour que la classe ouvrière arrache des embauches, des augmentations de salaires et d'autres améliorations vitales pour toute la population laborieuse.

Loi anticasseurs : contre le droit de manifester

Le projet de loi anticasseurs est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale, après avoir été approuvé par le Sénat. Sous prétexte de lutter contre les violences à l'issue des manifestations, il s'agit surtout de restreindre par différents moyens le droit de manifester.

Les violences sont pourtant essentiellement subies par les manifestants. De ce côté-là, le bilan est lourd : une centaine de blessés graves, dont certains mutilés, plusieurs milliers d'interpellations et des centaines de gardes à vue.

Un des articles de la loi anticasseurs prévoit une interdiction administrative de manifester, s'appliquant à des individus déjà condamnés pour violences ou appartenant à des groupes « facilitant de tels faits ». C'est une nuance bien vague mais qui permet, avant même qu'une manifestation ait eu lieu, de bloquer

voire d'arrêter sans jugement n'importe qui, et pourquoi pas à cause d'opinions politiques qui dérangent.

Une autre disposition concerne l'instauration d'un périmètre de sécurité autour des lieux de manifestations, où tout passant sera susceptible d'être contrôlé. Là aussi, le but est de dissuader les manifestants de venir, à commencer par les sans-papiers, qui risqueraient d'être expulsés. Et, avec la création d'un fichier des casseurs, comme l'avait proposé le Premier ministre, ou la levée de l'anonymat sur les réseaux sociaux, que demande Macron, n'importe qui deviendrait un suspect potentiel sous n'importe quel prétexte.

En fait, les forces de répression n'ont pas attendu un texte de loi pour constituer des fichiers et arrêter des personnes avant même que se tienne une manifestation, sous prétexte

qu'elles avaient des lunettes de plongée pour se protéger des grenades lacrymogènes ou, pourquoi pas, un cri dans leur voiture pouvant être assimilé à une arme par destination !

Destinée surtout à contenter un électorat réactionnaire en lui montrant qu'il a un gouvernement fort, cette loi vient renforcer encore l'arsenal du gouvernement pour restreindre davantage le droit de manifester.



Wikimedia.org

Affaire Ghosn : maîtres et valets

Dans le cadre d'une émission consacrée à l'affaire Carlos Ghosn, une journaliste de Capital, interrogée sur les raisons des mésaventures de l'ex-PDG de Renault-Nissan-Mitsubishi et de son séjour en prison, a résumé le fond de l'affaire par ces mots : « Il n'était qu'un salarié, et il l'a oublié. »

Même grassement payé, le PDG reste un serviteur qui doit des comptes à ses maîtres capitalistes, ceux qui détiennent les entreprises et qui peuvent du jour au lendemain se débarrasser de lui.

Certes, sans passer, eux, par la case prison, d'autres grands PDG ont connu la même mésaventure et un retour brutal à la réalité. Ce fut le cas de l'ex-PDG de la Générale des eaux-Vivendi, Jean-Marie Messier, surnommé J2M, « Jean-Marie Maître du Monde », qui en 2002 fut éjecté sans façon par les actionnaires majoritaires. Il perdit non seulement son pouvoir et la plus grande partie de ses émoluments, mais dut longuement



fréquenter les tribunaux. Grâce à la bienveillance de la justice française pour les PDG, les peines de prison auxquelles il fut condamné furent à chaque fois assorties du sursis.

Arnault, Pinault, Bolloré, les familles Peugeot, Michelin, Dassault, la famille Bettencourt, etc., tous actionnaires milliardaires, peuvent faire

ce qu'ils veulent de leur argent, la loi sur la protection de la propriété privée est là pour les protéger. Les PDG restent leurs valets. Les vrais maîtres du monde, ce sont eux... tant qu'on ne leur aura pas repris ce qu'ils ont volé à des milliards d'êtres humains.

Politiciens corrompus : un de plus !

Claude Guéant, ancien ministre de l'Intérieur de Sarkozy, qui s'était pourvu en cassation, vient de voir confirmer sa condamnation à deux ans de prison, dont un ferme, et 75 000 euros d'amende.

Les faits remontent à 2002, alors que Claude Guéant était directeur de cabinet de Sarkozy, lui-même ministre de l'Intérieur de Chirac. Le directeur de cabinet avait pris la mauvaise habitude de piocher dans la caisse réservée à rémunérer les enquêteurs de base chargés d'écoutes

téléphoniques.

Claude Guéant a ainsi détourné à son profit la modique somme de 210 000 euros. Mal lui en a pris, d'autant que la défaite de Sarkozy en 2012 lui a certainement ôté de nombreux soutiens dans l'appareil d'État, en particulier au ministère de la justice. Malheur aux perdants !

Il n'est certes pas le premier ni le dernier à confondre finances publiques et intérêts privés. En tant que serviteur de l'État, d'abord préfet, puis directeur de cabinet, et enfin mi-

nistre, Claude Guéant a cru qu'il pouvait copier la grande bourgeoisie qui manipule et extorque des sommes bien plus importantes. Que représentent 210 000 euros face aux 100 milliards d'euros de la fraude fiscale ou face aux profits insolents affichés par les entreprises du CAC 40 et aux 57 milliards de dividendes versés en 2018 aux actionnaires ? Claude Guéant n'est qu'un petit joueur.

CAC 40 : la propriété capitaliste, c'est le vol

D'après les conclusions de l'Observatoire des multinationales citées dans un rapport d'Attac, les 40 entreprises du CAC 40, dont Sanofi, Peugeot, Michelin, LVMH, Renault et autres, pèsent aujourd'hui plus de 1 300 milliards d'euros de chiffre d'affaires, soit l'équivalent de plus de la moitié du PIB du pays

De 2010 à 2017, les bénéfices cumulés de ces 40 multinationales ont augmenté de 9,3 %, les rémunérations de leurs hauts dirigeants de 32 %. Les dividendes distribués aux actionnaires ont fait un bond de 44 %

sur cette même période.

Bernard Arnault, le patron de LVMH, dispose d'un patrimoine estimé par la revue Forbes à plus de 63 milliards d'euros. En un an, sa fortune a progressé de plus de 26 milliards d'euros. Cela représente un gain de 3 millions d'euros par heure, de jour comme de nuit.

Il n'y a aucun mystère dans cette évolution. Toutes ces entreprises ont augmenté leur marge en licenciant des milliers de travailleurs, tout en faisant travailler plus les autres, et en bloquant les salaires. En 7 ans, les ef-

fectifs en France de ces mêmes groupes ont baissé de 20 %. Quant au salaire, ils n'augmentent pas, ou si peu. Il faudrait 251 ans à une caissière de Carrefour pour gagner ce que son PDG touche en un an !

Ces inégalités scandaleuses sont le produit d'un système fondé sur l'exploitation. On ne pourra y mettre fin qu'en expropriant les capitalistes et en leur enlevant ainsi la possibilité de détourner les richesses produites par le travail de millions de femmes et d'hommes.

Rapport Oxfam : la richesse mondiale entre quelques mains

Les 26 milliardaires les plus riches possèdent autant que 3,8 milliards de personnes, la moitié la plus pauvre de l'humanité. Cette sinistre équation, révélée par l'ONG Oxfam, résume le caractère monstrueux et parasitaire du capitalisme.

La crise de 2008, une catastrophe pour les couches populaires, n'a pas empêché la fortune des milliardaires de progresser. Au contraire. Le premier au classement, Jeff Bezos, le propriétaire d'Amazon, a vu sa fortune progresser de 39 milliards en un an pour atteindre 112 milliards de dollars. En France, huit milliardaires possèdent autant que les 30 % les moins riches.

Oxfam signale que « tandis que

les milliardaires ont vu leur fortune augmenter de 12 % l'an dernier, la richesse de la moitié la plus pauvre de la population du monde a chuté de 11 %. » Cela se traduit par des inégalités croissantes dans l'accès aux soins, l'espérance de vie, la scolarisation dans les pays pauvres comme dans les plus riches. Ainsi, dans les quartiers les plus pauvres de Londres, l'espérance de vie est aujourd'hui de six ans inférieure à celle des quartiers les plus riches. L'espérance de vie recule aussi dans les quartiers pauvres des États-Unis.

Le capitalisme en crise, pour maintenir les profits des actionnaires, ne voit d'autre moyen que de réduire la part qui revient aux travailleurs du monde entier. Il le fait directement

par le renforcement de l'exploitation, par la baisse des salaires réels, par l'intensification du travail pour les uns et le chômage pour les autres. Et il le fait indirectement en parasitant de plus en plus les caisses des États.



Jeff Bezos

Wikimedia.org

Traité d'Aix : délires patriotiques et fausse alternative

Mardi 22 janvier, le président français et la chancelière allemande ont signé à Aix-la-Chapelle un traité « sur la coopération et l'intégration franco-allemande », déclenchant les foudres des nationalistes de chaque côté du Rhin.

En France, les plus délirants ont cru y lire que la France allait rendre l'Alsace-Lorraine au Reich. Le Pen fait semblant de croire que des envoyés allemands allaient siéger au Conseil des ministres à l'Élysée. L'inévitable cocardier Mélenchon y est aussi allé de son commentaire, à peine moins outrancier. Il y a toujours des démagogues bas de plafond pour croire que la revanche contre l'Allemagne est une valeur sûre pour leur petit commerce.

En fait, ce traité renouvelle

l'alliance franco-allemande au bénéfice des groupes industriels et financiers des deux pays dont l'objectif est de construire des trusts intégrés à l'échelle du continent, capables de faire pièce aux industriels américains, russes ou chinois sur ce marché.

Le traité a aussi un aspect politique immédiate. À l'approche d'élections européennes, face aux démagogues nationalistes, Macron et Merkel veulent affirmer que la sécurité et la tranquillité sont du côté de l'Union européenne, dont l'alliance des deux puissances est le cœur et le moteur.

Cela donne une idée de la campagne pour les élections européennes, en mai prochain. Les partis qui défendent l'ordre social mettront en scène une fausse alternative : pour ou

contre l'Union européenne, c'est-à-dire en fait pour les marchands de canons, concentré du grand capital, ou pour les marchands de discours patriotiques. Ces derniers étant toujours prêts à se mettre au service des premiers.



Rassemblement national : démagogie et calculs politiques

Le 13 janvier, le Rassemblement national (ex-FN) a fait son meeting de lancement de campagne à Paris.

C'était l'occasion pour Marine Le Pen d'afficher son nouveau trophée de chasse : Thierry Mariani, l'ex-ministre de Sarkozy, rallié dernièrement au parti d'extrême droite. Avec ce genre de politiciens de droite, le RN espère gagner en crédibilité comme éventuel parti de gouvernement.

Le meeting a aussi été l'occasion de présenter la tête de liste pour les élections européennes : Jordan Bardella, 23 ans, directeur national de Génération nation (ex-Front national

de la jeunesse).

Si celui-ci se prévaut d'être jeune et originaire de Saint-Denis, scolarisé toutefois à l'établissement privé Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle-Notre-Dame-de-la-Compassion, son discours ne fait que reprendre les vieilles manœuvres pour diviser les travailleurs. Son axe favori est d'attaquer les migrants, accusés d'être responsables de tous les maux et de la misère des « Français ». Comme tous les autres partis de la bourgeoisie, le RN est à plat ventre devant la classe capitaliste, seule responsable de la pauvreté dans laquelle tombent de

plus en plus de travailleurs, français ou non, avec les fermetures d'usines, les plans de licenciements et l'exploitation accrue.

L'autre cible de Bardella, ce sont ceux « qui ne sont pas élus mais régissent la vie des Français ». Les actionnaires des grandes entreprises, qui décident de tout dans le secret de leurs conseils d'administration ? Non, les commissaires européens !

Une chose est sûre : la grande bourgeoisie française, les Arnault, Pinaud, Dassault, Bolloré, Mulliez, Besnier, Bettencourt et autres dormiront, eux, sur leurs deux oreilles.

Glyphosate : Monsanto s'occupe de tout

Dans son rapport d'évaluation du glyphosate en 2017, réalisé à la demande de l'Union européenne, l'Institut fédéral d'évaluation des risques allemand (BfR en allemand) a repris, souvent mot pour mot, le dossier d'homologation transmis aux mêmes autorités européennes par le groupe Monsanto quelques mois auparavant.

Le pot aux roses (empoisonnées) avait été révélé dès septembre 2017, et vient d'être précisément évalué par

un journaliste et un biochimiste, associés à une ONG et mandatés par trois députés européens. Il faut dire que les soi-disant experts de BfR ne s'étaient pas donné beaucoup de peine pour dissimuler leur plagiat : 70 % des chapitres clés de leur évaluation seraient des copiés-collés purs et simples du rapport initial de Monsanto. Rien d'étonnant donc à ce que le rapport ait conclu à la non-fiabilité des études scientifiques indépendantes menées sur le glyphosate,

qui pointaient un risque cancérigène de l'herbicide. Cette manipulation grossière a en tout cas servi de fondement à la décision prise par l'Union européenne de le ré-autoriser, fin 2017.

Monsanto fournit à la fois le produit... et les expertises qui permettent à des parlementaires pas trop regardants de voter les autorisations de ce produit. Cela facilite les bonnes affaires !

Dépakine : l'arrogance de Sanofi

Mercredi 16 janvier, Sanofi a annoncé son refus de contribuer à l'indemnisation des victimes de son antiépileptique Dépakine. Une façon de dire très clairement : « Que l'État paye ! »

Si la Dépakine est un médicament incontournable pour certaines personnes souffrant d'épilepsie, des études ont montré, dès les années 1980, le risque de survenue de graves malformations neurologiques et de retard mental chez les enfants nés de mère sous Dépakine pendant leur grossesse.

Pourtant, ce n'est qu'à partir de 2010 que ces risques ont été explicitement mentionnés dans la notice glissée dans la boîte à l'attention des patients. Et c'est seulement depuis mars 2018 que les boîtes de Dépakine sont revêtues d'un pictogramme alertant les femmes des dangers que

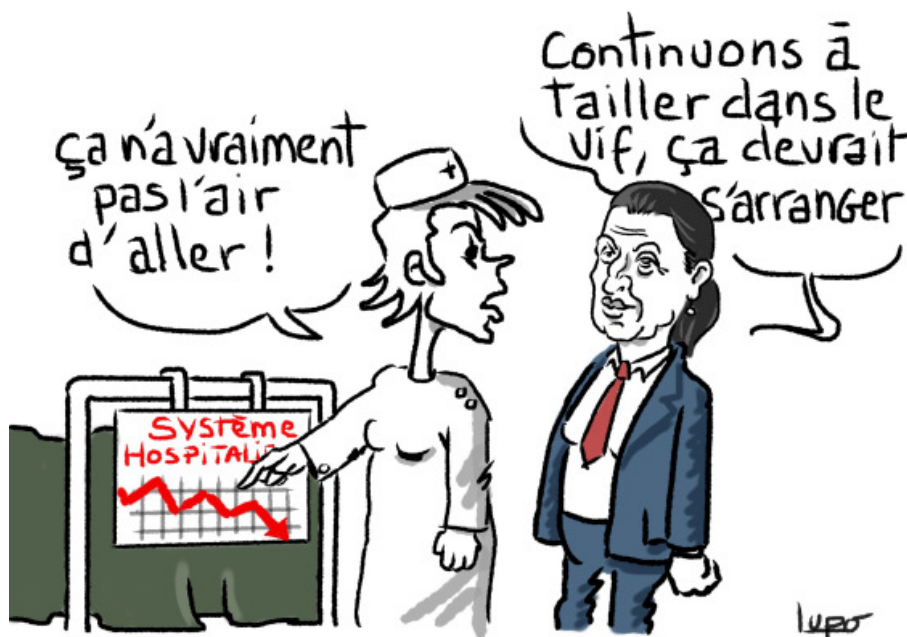
ce médicament présente pendant la grossesse.

Des associations de parents se sont mobilisées, des procès sont en cours. Mais après les condamnations, le géant de l'industrie pharmaceutique fait appel et les mois passent... Quand ces jours-ci l'Oniam (Office national d'indemnisation des accidents médicaux) a publié les avis d'indemnisation, qui retiennent la responsabilité de Sanofi à hauteur de 70 % et celle de l'État à hauteur de 30 %, le laboratoire multimilliardaire a répondu ne pas pouvoir donner suite à ces avis. Car, confie-t-il, ces avis ne prennent pas en compte « les preuves établissant que Sanofi a informé les autorités en toute transparence » sur les risques de la Dépakine pour les femmes enceintes, au fur et à mesure de l'avancée des connaissances scientifiques. C'est-à-

dire, en gros : « On savait, on l'a dit, mais c'est l'autre qui n'a pas fait. » Un sommet d'irresponsabilité et d'arrogance !



Économie de santé = patients et personnel en danger



La direction du CHU va supprimer la chirurgie infantile des moins d'un an et la chirurgie du rachis de l'hôpital de Saint-Pierre pour les regrouper dans le Nord.

Cette décision fait suite à un audit sur la réorganisation des services des deux hôpitaux commandé par le directeur Lionel Calenge pour soi-disant optimiser les services et les

soins.

Plusieurs chefs de service de Terre-Sainte s'opposent à ce regroupement et demandent le maintien des deux chirurgies, justifié par le nombre important d'interventions.

En effet, sur 2 108 interventions pratiquées par les chirurgiens de pédiatrie, 1268 (60%) l'ont été dans le Nord, 840 dans le Sud (40%).

Avec la fermeture de ces deux services dans le Sud, les enfants opérés et hospitalisés chaque année à Saint-Pierre devront être pris en charge à Saint-Denis.

Ces fermetures vont se traduire par une diminution des personnels et de lits qui étaient déjà bien insuffisants.

Au mois d'avril 2018, le personnel du CHU-Sud avait fait grève pour protester contre la suppression de lits et de postes dans le service chirurgie infantile et ce projet de fermeture de services.

Leur action avait permis d'obtenir un sursis de quelques mois mais la direction du CHU est revenue à la charge et a repris sa saignée.

Une nouvelle mobilisation des salariés des hôpitaux ainsi que de la population devient urgente pour obliger la direction du CHU, l'ARS et le gouvernement à trouver l'argent nécessaire, non seulement pour le maintien de ces deux services mais pour doter tous les hôpitaux de l'île de moyens suffisants pour améliorer les conditions de travail du personnel et la qualité des soins aux patients.

RDC

Changer le président pour que rien ne change

La mascarade de l'élection présidentielle en République démocratique du Congo (RDC) a pris fin avec la proclamation de Félix Tshisekedi comme nouveau président. Dans les élections législatives qui avaient lieu en même temps, le parti de l'actuel président, Joseph Kabila, a obtenu la majorité.

Ce résultat n'a rien à voir avec la réalité sortie des urnes telle que l'annonçaient les observateurs, accordant la victoire à un autre opposant, Martin Fayulu, avec près de 60 %. Il s'agit clairement d'un arrangement entre Kabila et Tshisekedi pour se partager le pouvoir. Ses 350 députés assurent à Kabila la possibilité de choisir le Premier ministre et de mettre qui il veut à la tête des ministères. Autant dire qu'il gardera la main sur l'appareil répressif, police et armée, ainsi que sur les ministères contrôlant les mines et les accords avec les entreprises étrangères. La part du gâteau reçue en échange par

le clan de Tshisekedi ne va pas tarder à apparaître au grand jour. Par ce tour de passe-passe, Kabila, qui avait repoussé de deux ans les élections en réprimant sauvagement les manifestations réclamant son départ, réussit à garder le pouvoir réel, à préserver l'immense fortune de son clan et à s'assurer l'impunité pour ses crimes. Il pourra même se représenter aux prochaines présidentielles.

Rien de ce qui se passe en RDC ne laissant indifférentes les grandes puissances, celles-ci ont fini par entériner les résultats proclamés, après avoir émis quelques doutes. L'important pour leurs dirigeants est que le pillage des ressources minières et pétrolières du pays puisse continuer, et c'est cet objectif qu'elles camouflent sous les termes de stabilité ou transition démocratique. Les sommets de l'État congolais bradent l'accès du sous-sol aux compagnies internationales en échange d'une infime partie de leurs profits, et constituent ainsi



leur fortune et celle de leur clan. Les élections se résument à une question d'accès à cette mangeoire. Rien ne va bien entendu à la population qui croupit dans les bidonvilles sans eau potable ni électricité ni soins médicaux. Pour que cela puisse continuer, les grandes puissances entendaient uniquement écarter Kabila de la présidence avant que la population ne s'en charge violemment et risque ainsi d'entraver le pillage du pays. L'objectif étant atteint avec Tshisekedi, la réalité des résultats ne leur importe en rien.

SOUDAN

Manifestations contre la vie chère et la dictature

Au Soudan, les manifestations qui ont commencé contre la hausse du prix du pain et qui se poursuivent contre le dictateur Omar al-Bachir ne cessent pas, malgré la répression. Nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) décrivent ainsi son début dans leur journal *Le pouvoir aux travailleurs*.

« Le soir même de cette annonce, des centaines de personnes, des jeunes pour la plupart, qui sortaient d'un match de football à Omdurman, ont manifesté dans la rue au cri de : "Liberté, paix, justice". Comme une trainée de poudre, les manifestations ont embrasé presque toutes les grandes villes du pays. Le 20 décembre à Atabara, ville située à

l'est du pays, où le siège du parti au pouvoir, le Congrès national, a été incendié, les forces antiémeutes sont intervenues brutalement sur des manifestants ; elles les ont aspergés de gaz lacrymogènes et ont tué deux personnes. Le lendemain à Khartoum, la capitale, des manifestants ont scandé dans les rues des mots d'ordre appelant à la chute du régime. Le 23 décembre, ils ont enflammé des pneus dans des rues d'Oum Rawaba (État du Kordofan, au nord). Le 24 décembre, un groupement de médecins soudanais a appelé à la grève, assurant qu'ils n'interviendraient qu'en cas d'urgence. Le 31 décembre, l'Association des professionnels soudanais (APS) a appelé également la population à manifester

en masse dans les rues (...). »

Il n'y a pas que l'augmentation des prix qui étouffe les classes pauvres. L'immense majorité de la population n'a pas de travail, les transports sont inexistantes.

La seule réaction d'Omar al-Bachir a été d'envoyer son armée et sa police tirer sur la foule. Le mouvement a rapidement pris une dimension anti-régime, et c'est désormais le départ d'Omar al-Bachir que réclament les manifestants. Nombreux déjà sont les candidats à sa succession, tous prêts à servir le système pour que rien ne change. La seule garantie pour la population pauvre réside dans sa mobilisation.

Grève des enseignants

Jeudi 24 janvier à l'appel de l'intersyndicale (CGT/FSU/SUD/UNSA/SNALC rejointe par le SNETAA-FO), environ 250 enseignants se sont rassemblés devant le vice-rectorat de Mayotte, puis ont arpenté les rues de Mamoudzou.

Les manifestants dont des « stylos rouges » et des « gilets jaunes », sont allés crier aux oreilles des représentants du vice-rectorat leurs légitimes revendications à savoir, la titularisation des contractuels, le versement d'une prime d'installation (ISG) de 1000 euros promise aux néo-titulaires, le remboursement de loyers, des moyens supplémentaires, notamment pour l'éducation prioritaire, etc.

Le gouvernement a fait fi des demandes des enseignants qui, encoura-



gés par cette mobilisation, envisagent d'amplifier leur action dès mardi 5 février.

MADAGASCAR

Une minorité de vautours au-dessus d'un océan de misère

Andry Rajoelina, capitaliste de son état, vient d'être élu président de Madagascar, pays où les travailleurs n'ont droit qu'à quelques dizaines d'euros par mois en guise de salaire, où les enfants meurent par dizaines de la rougeole faute d'avoir été vaccinés et où l'eau potable et l'électricité manquent dans la grande majorité des foyers. Il a promis de changer tout cela en quelques années, ce qu'il s'est révélé incapable de faire lors de son premier passage à la tête de ce pays entre 2009 et 2014.

Alors que le peuple malgache végète dans la misère, le nouveau président s'est déplacé en Cadillac Escalade d'une valeur de 150 000 eu-

ros, payée sur les deniers de l'État, pour se rendre à sa cérémonie d'investiture où l'attendaient ses soutiens inconditionnels Didier Robert et Nicolas Sarkozy, des références en matière de dilapidation des fonds publics au profit des plus riches !



 Suivez le blog de
Nathalie Arthaud :
<http://www.nathalie-arthaud.info>

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-

BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n° 1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282